

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 13/09/2022

Contexte et constats

Publié sur 

SOFIDEL FRANCE

Ban la Dame
Parc d'activités de Nancy-Pompey
54390 FROUARD

Références : ES/IP/1621_2022
Code AIOT : 0006200203

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/09/2022 dans l'établissement SOFIDEL FRANCE implanté Ban la Dame Parc d'activités de Nancy-Pompey 54390 FROUARD. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Respect des prescriptions de l'arrêté préfectoral du 11 août 2022 portant limitation provisoire de certains usages de l'eau.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SOFIDEL FRANCE
- Ban-la-Dame, Parc d'activités de Nancy-Pompey 54390 FROUARD
- Code AIOT : 0006200203
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Ied : Oui

Fabrication, transformation et conditionnement de papiers

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Respect des prescriptions de l'arrêté préfectoral du 11 août 2022 portant limitation provisoire de certains usages de l'eau.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Origine des approvisionnements, prélèvements et consommations en eau	Arrêté Préfectoral du 31/07/2003, article 4	/	Sans objet
2	Dispositif de suivi des prélèvements en eau	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 15	/	Sans objet
3	Maintenance / étalonnage des dispositifs totaliseurs	Arrêté Ministériel du 06/03/2007, article 4	/	Sans objet
4	Déclaration des prélèvements sur GEREP	Arrêté Ministériel du 31/08/2008, article 4 partiel	/	Sans objet
5	Déclenchement du seuil de crise	Arrêté Préfectoral du 29/08/2022, article 3 partiel	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
6	Consommation et sobriété des usages de l'eau	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 14	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La société SOFIDEL respecte les prescriptions de l'arrêté préfectoral du 11 août 2022 portant limitation provisoire de certains usages de l'eau et met en place depuis plusieurs années des actions permettant de limiter et d'optimiser l'usage de l'eau au sein des différentes étapes de fabrication du papier. Les besoins en eau utilisés pour les process de fabrication papier ont ainsi diminué.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Origine des approvisionnement, prélèvements et consommations en eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/07/2003, article 4
Thème(s) : Risques chroniques, Usages de l'eau – Ressources prélevées – Valeurs limites de prélèvements
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : (...) l'eau de procédé est produite à partir de 3 puits prélevant l'eau de la Moselle (...) L'eau potable et sanitaire provient du réseau public.
Constats : Un plan mis à jour en 2014, a été présenté le jour de la visite présentant les deux ressources en eau utilisées au sein de l'établissement : <ul style="list-style-type: none"> • le réseau d'eau potable urbain utilisé pour les sanitaires ; • l'alimentation du process par 3 puits prélevant l'eau de la Moselle L'inspection des installations classées a constaté la présence des 3 forages alimentant le process de fabrication du papier.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Dispositif de suivi des prélèvements en eau

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 15
Thème(s) : Risques chroniques, Dispositif de mesure totalisateur – Relevé des débits prélevés
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé journalièrement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m³/j, hebdomadairement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : L'exploitant a présenté l'ensemble des outils et procédures permettant de suivre en temps réel 7j/7, 24h/24 la consommation d'eau journalière. L'inspection n'a pas de remarque particulière sur ce point. L'article 4.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation 2002-110 du 31 juillet 2003 précise une totalité des prélèvements : - débit moyen : 3 000 m³/j sur une base annuelle - débit maximum : 5 000 m³/j Lors de la visite, l'exploitant a présenté le registre numérique des relevés d'eau journaliers des mois de juin et juillet 2022. Le débit maximal journalier prélevé a été de 1 500 m³/j environ.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Maintenance / étalonnage des dispositifs totaliseurs

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/03/2007, article 4
Thème(s) : Risques chroniques, Etalonnage des dispositifs totalisateurs
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Chaque instrument doit être répertorié dans un carnet métrologique sur lequel sont consignées les informations prévues par décision du ministre chargé de l'industrie. Le détenteur tient ce carnet à la disposition du service déconcentré du ministère chargé de l'industrie, appelé ci-après " l'autorité locale ". Le carnet métrologique peut être individuel ou concerner plusieurs instruments. Il peut se présenter sous une forme informatisée.
Constats : L'exploitant a transmis par courriel à l'inspection des installations classées le jour de la visite, les documents (attestation d'étalonnage par la société ABB et Agence de l'eau Rhin-Meuse) justifiant la mise en place d'un carnet métrologique informatisé : Les 3 compteurs mesurant les prélèvements d'eau : <ul style="list-style-type: none">• OEN0002650 PUIITS P4BIS• OEN0002650 PUIITS P0 BIS• OEN0002650 PUIITS P2 BIS ont été étalonnés le 5 octobre 2020. La prochaine échéance de vérification indiquée sur le document de l'Agence de l'eau est à effectuer le 31 décembre 2027.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Déclaration des prélèvements sur GEREP

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/08/2008, article 4 partiel
Thème(s) : Risques chroniques, Vérifier que l'exploitant déclare correctement sur GEREP et GIDAF
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre en charge des installations classées, les données ci-après : [...] - les volumes d'eau consommée ou prélevée dès lors que le volume provenant d'un réseau d'adduction est supérieur à 50 000 m ³ /an ou que le volume prélevé dans le milieu naturel est supérieur à 7 000 m ³ /an
Constats : Pas de remarque particulière, l'exploitant effectue ses déclarations annuelles sur GEREP. L'exploitant a déclaré en 2021 sur GEREP, à l'item "prélèvement et origine de l'approvisionnement", une quantité d'eau prélevée de 484 823 m ³ .
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Déclenchement du seuil de crise

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/08/2022, article 3 partiel
Thème(s) : Risques chroniques, Stade Crise – Dispositions à mettre en œuvre
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : N° 16 : Exploitation des sites industriels classés ICPE : Si absence d'arrêté préfectoral complémentaire : Limitation des prélèvements à 70% du prélèvement autorisé
Constats : L'exploitant ne dispose pas de prescriptions spécifiques "sécheresse". L'arrêté préfectoral n° DDT-ERC-2022-102 du 29 août 2022 opposable à l'exploitant précise au point 16 "si absence d'APC : limitation des prélèvements à 70 % du prélèvement autorisé". L'article 4.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation modifié 2002-110 du 31 juillet 2003 précise que : • Totalité des prélèvements : un débit maximum de 5 000 m ³ /jour La limitation à 70% réduit le débit maximum autorisé à 3 500 m ³ /jour. Aucun dépassement n'a été constaté sur le registre de consommation d'eau journalier en juin juillet et août 2022. Le débit maximal journalier prélevé a été de 1 500 m ³ /j environ sur cette période. En outre, les mesures suivantes ont été prises par l'exploitant : - Report des exercices incendies au retour d'une situation favorable, - plus d'arrosage des espaces verts, - information aux employés par l'intermédiaire d'une projection télévisuelle au sein des salles de repos.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 14
Thème(s) : Risques chroniques, Bilans de l'épisode sécheresse (après chaque déclenchement et fin)
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter les flux d'eau. Notamment la réfrigération en circuit ouvert est interdite sauf autorisation explicite par l'arrêté préfectoral.</p> <p>L'arrêté d'autorisation fixe si nécessaire plusieurs niveaux de prélèvements (quantités maximales instantanées et journalières) dans les eaux souterraines et superficielles, notamment afin de faire face à une menace ou aux conséquences d'accidents, de sécheresse, d'inondation, ou à un risque de pénurie, parallèlement aux mesures prises pour d'autres catégories d'installations en application « des articles R. 211-66 à R. 211-70 du code de l'environnement ». Cette limitation ne s'applique pas au réseau incendie.</p> <p>Les niveaux de prélèvements prennent en considération l'intérêt des différents utilisateurs de l'eau, en particulier dans les zones de répartition des eaux définies en application « de l'article R. 211-71 du code de l'environnement ».</p> <p>Ils sont compatibles avec le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux et du schéma d'aménagement et de gestion des eaux, lorsqu'il existe.</p>
<p>Constats : L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter la consommation d'eau, notamment la quantité d'eau nécessaire à la production d'une tonne de papier (donnée confidentielle) qui est optimisée au plus juste afin d'obtenir une qualité de papier suffisante.</p> <p>L'exploitant respecte la prescription de l'arrêté cadre départemental DDT-ERC-2022-102 du 29 août 2022 limitant le prélèvement à 70 % du prélèvement autorisé.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet